

MORLAIX-PATRIOTE

Rédaction-Administration :
9 bis, Rue Gambetta, MORLAIX - Tél. 2.39

ORGANE DU RELÈVEMENT NATIONAL

Fondateur : ... BOCLÉ

LI - BÉ - RA - TION

ou

Le grand Soupir est lâché !

Enfin... nous sommes libres !

Du corset de fer qui nous étreignait la poitrine depuis quatre ans passés, du baillon qui nous obstruait la bouche depuis le même laps de temps, nous voilà délivrés en l'espace d'une bienheureuse nuit d'août...

Nos bourreaux, nos oppresseurs, nos affameurs ont disparu en quelques heures. Mais on ne saurait, à la vérité, dire qu'ils sont partis comme ils étaient venus !

PARTIS...

Quand on est Allemand, nourri par la propagande de Goebbels, on ne s'en va d'ailleurs pas ; on procède à une opération de « décrochage ».

Partis, ou décrochés, le fait est que nos maîtres éphémères ne sont plus là. Mais on a peine à réaliser, dès les premières heures qui suivent la fin du

comar, que c'est un fait, une vérité tangible. Et cependant, Dieu sait si, jour par jour, heure par heure, suspendus aux émissions de nouvelles, nous attendions cet événement béni, qui, nous le savions, se produirait tôt ou tard, dans un an, deux, trois ans peut-être, mais sûrement... malgré tout ce que les officines de la *Propaganda Staffel* et les ignobles valets de plume et de guele du régime vichissais mettaient en œuvre pour nous persuader que nos espoirs à cet égard étaient pure folie !

Après l'avoir attendu, nous l'avons enfin vu s'annoncer, faire lentement son chemin d'El Alamein au Cap Bon, de Stalingrad à Varsovie, avec des pauses, des incertitudes passagères dans sa marche ; puis nous l'avons vu un beau jour franchir la Manche, se frayer un passage à travers les lignes allemandes du Cotentin, et accourir vers l'extrémité de la péninsule bretonne, chaussé de bottes de sept lieues.

Tombés de haut

C'est parce qu'il s'est produit de cette façon que nous aurons eu le divin privilège de savourer la débâcle de nos ennemis exactement de la même façon dont ils avaient pu savourer celle de la France en mai et juin 1940 ; et ceci, bien que les Allemands, de par la faute de notre état-major encore en retard d'une guerre, n'eussent eu devant eux qu'une armée française inférieure en tous points à sa tâche, tandis que l'armée dont nous avons suivi passionnément la désarticulation et la débâcle aura été à un moment la machine de guerre la plus merveilleusement ordonnée qu'une nation ait jamais conçue et mise sur pied.

Ah certes ! il était difficile d'imaginer qu'une machine si puissante, aux rouages si bien graissés pût jamais s'user ou se détraquer. Et c'est pourquoi beaucoup trop de gens chez nous, tout en déplorant que nous fussions parmi les victimes de ce Moloch articulé, se résignèrent tout doucement à lui payer le tribut, glissèrent de la résignation à l'admiration muette, de l'admiration muette à l'admiration ouverte, puis à la collaboration consciente.

Heureusement, beaucoup plus nombreux furent ceux qui surent se défendre contre tout entraînement sur cette pente savonneuse, se cuirasser contre toute tentation de céder à de fallacieuses invites.

Leurs Amis

Il ne faut cependant pas que, sous prétexte de réconciliation nationale, les naïfs, les lâches ou les traîtres qui auront cédé à cet entraînement ou à cette tentation s'imaginent que l'éponge doit être passée du jour au lendemain sur leur attitude ou leurs actes, et qu'ils jouiront, dans la France de la Victoire, de la même considération que ceux qui auront tenu ferme dans leur haine de l'envahisseur, et surtout de ceux qui, d'une façon ou d'une autre auront risqué leur vie pour coopérer à l'œuvre d'une libération dont le principal effort n'aurait tenu — en fait — qu'aux épaules de la France seule — que de l'extérieur, de nos alliés.

Non ! mille fois non. Dans l'horrible jeu des paris qui s'est ouvert dès fin

juin 1940, la mise était toute gratuite ; mais ceux qui ont misé sur le mauvais cheval devront payer plus ou moins cher, suivant l'importance de leur enjeu ; et il ne serait guère juste qu'ils ne le fassent point ou que tous payent d'égal façon.

Enfin Libres !

Enfin... nous sommes libres ! Ceux qui ont quelque chose à dire, ceux qui ont quelque chose à écrire vont pouvoir s'épancher par la parole ou par la plume comme ils n'ont pu le faire depuis 38 mois sans encourir la visite de l'immonde Gestapo, la poigne de la Feldgendarmérie ou les menaces de l'ignoble milice de Laval et Darnan.

C'est là un plaisir, une délectation d'autant plus chers qu'ils font place à une contrainte, à un étouffement, à une sensation d'insécurité qui enlevaient à nos esprits toute liberté de penser, qui donnaient quelque prix aux yeux de quiconque n'a pas délibérément répudié la faculté de penser et celle de s'exprimer sur des sujets autres que la pluie

et le beau temps, la toilette, la nourriture ou les sports.

Merci !

La guerre n'est point terminée pour tous nos compatriotes ; elle ne l'est peut-être même pas complètement pour nous, bien que tout fasse prévoir sa fin désormais prochaine. Mais, du moins, nous Bretons, nous Morlaisiens, avons l'immense bonne fortune, depuis le 8 août après-midi, de nous sentir de nouveau une communauté d'hommes libres. Et c'est là une joie assez forte, assez inappréciable, pour que nous ne nous lassions pas de témoigner à nos libérateurs américains le vigoureux *Thank you, boys!* qu'ils méritent.

▲

Nous n'aurons d'ailleurs garde d'oublier dans nos remerciements les gens qui, par leur courage et leur dévouement, ont si largement frayé la route à ceux-ci, que, de l'aveu même des chefs militaires de l'armée d'invasion, l'avance réalisée de façon foudroyante de Pontorson à Brest, n'aurait pu revêtir son caractère inattendu sans le concours du Maquis breton.

A tous les absents

Dans ces jours de joie, d'une joie qui, hélas ! ne saurait être sans mélange, venant après une série de malheurs affreux, nous aurons une pensée pour ceux de nos frères trop tôt disparus pour pouvoir s'y associer ; pour les victimes des fronts de terre, de mer et de l'air des mois de 39-40 ; pour celles des trois armes de la France Combattante qui ont maintenu sous tous les cieux l'honneur du Pays, sauvé au moment de l'Armistice par le Général de Gaulle ; pour les victimes des bombardements de villes, d'usines et de ports, expiant l'imposture vichissoise qui, sous prétexte que nous n'étions « plus en guerre » — alors que la France servait de base d'opérations à des centaines de mille de soldats, de marins et d'aviateurs allemands — entendait persuader chacun que l'opprobre nous saurait du moins tous du massacre ; pour les martyrs de l'action clandestine arrêtés un matin au saut du lit par les sbires de Himmler, torturés par des spécialistes raffinés de la souffrance, puis fusillés au bout de semaines d'épouvantable détresse physique et morale ; aux otages de toute condition dont le sort et le nombre suffiraient à marquer pour jamais au fer rouge la nation qui a substitué une telle forme de sauvagerie à la plus élémentaire justice ; aux déportés dont beaucoup peut-être sont morts sans avoir jamais correspondu avec leurs familles, dont la plupart nous reviendront sans doute avec une santé délabrée par d'incessantes privations, et qui, de toute façon, ne seront pas là pour partager notre allégresse...

A tous les morts et les absents va notre souvenir ému ; à tous les vivants qui furent à la peine va notre éternelle reconnaissance !

JARLOT.

A nos Compatriotes

Ce journal n'est ni une entreprise commerciale ni un organe à la dévotion d'un parti politique déterminé.

Il a été créé pour la période de transition marquée par la fin de l'« Occupation » dans notre ville et le moment où la France aura reçu une nouvelle Constitution, pour ne point laisser le public morlaisien privé plus longtemps d'une presse locale et pour donner l'occasion de s'exprimer à ceux de chez nous qui ont quelque chose à dire.

Sa durée de publication ne dépassera peut-être pas la période indiquée. A cet égard, tout dépendra vraisemblablement des circonstances.

Le but essentiel de ce nouvel organe est de contribuer, dans sa modeste sphère d'activité, à la préparation d'un état d'esprit indispensable, croyons-nous, à l'édification d'une France nouvelle ne ressemblant pas traits pour traits à celle que nous avons connue avant les funestes jours de 1940 et dont il n'est, hélas ! nullement certain que ses malheurs aient eu pour effet de régénérer ni sa mentalité générale ni les parties vitales de sa personne physique.

Ceux qui en ont conçu l'idée sont, soit des hommes ayant appartenu aux fractions politiques jadis les plus farouchement opposées les unes aux autres, soit des hommes n'ayant jamais « fait » de politique dans le passé.

Ils ne nourrissent présentement d'autre ambition que celle d'apporter en toute simplicité leur pierre à la construction d'un « ordre nouveau » — celui-ci parfaitement humain et fraternel, sur le plan national et sur le plan social — en participant à l'œuvre d'éducation et de rééducation préalable à tout changement profond d'état d'esprit dans les masses populaires.

Qu'on ne croie pas que l'éducation de ces

masses se fera toute seule et que, de toute façon, la Presse, particulièrement la Presse locale, n'a rien à y voir. C'est au contraire une tâche qui requiert les concours les plus divers, aucun de ceux-ci n'étant superflu s'il est le moins intelligemment...

En ce qui concerne le rôle de la Presse dans l'éducation des masses, on peut affirmer que tout est à reprendre dans ce domaine, pour la bonne raison que, prise dans son ensemble, la Grande Presse surtout, qui aurait pu constituer un si merveilleux instrument d'éducation, était en fait un facteur d'abrutissement collectif ou une école, de corruption.

Ce n'est pas ici que l'on verra flatter les bas instincts du public, ni même fournir quelque aliment à ses simples engouements ; que l'on verra dresser des autels aux divinités du sport à l'occasion d'épreuves comme le « Tour de France », dans lesquelles la publicité et la basse « combine » avaient infiniment plus de place que le perfectionnement de la machine humaine ; que l'on verra sacrifier les valeurs morales et intellectuelles au profit d'histrions de tous ordres...

Notre rôle sera à la fois moins brillant et plus ingrat : il faut que le public se résigne dès maintenant à s'entendre dire ici, de temps à autre, des choses plus désagréables que flatteuses pour son amour-propre.

On n'y en soit, cette feuille ne saurait être mise au service d'ambitions personnelles ou de calculs sordides ; et c'est pourquoi nous tenons à affirmer le caractère absolument désintéressé de notre action, laissant les lecteurs juges de la sincérité d'une position prise dès le premier jour.

Et maintenant, chers compatriotes, tous à l'ouvrage pour la construction de notre avenir et de l'avenir de nos enfants !

M.-P.

Quand le Général Weygand se trompait-il ?

Dans le *Livre Blanc* n° 6 du *Gouvernement Allemand*, document n° 61, relatif au *Comité de Guerre Français*, séance du samedi 25 Mai 1940, (reproduit par les *Nouvelles Continentales* du 5 Juillet 1941), je trouve les lignes suivantes à la fin du texte contenant l'intervention du Général Weygand, relativement aux opérations militaires en cours :

« Le Général continue en déclarant que la France a commis l'immense erreur d'entrer en guerre en n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine militaire qu'il fallait... »

Venant de tout autre homme, et même de tout chef militaire autre que le Général Weygand, une telle déclaration pouvait être parfaitement recevable. Mais, venant de celui-ci, elle peut paraître pour le moins surprenante si on la rapproche d'abord d'une déclaration antérieure que l'on trouvera reproduite plus bas, et ensuite d'un fait qui — tout de même — a lui aussi son importance.

« Nous n'avions pas », assurait le Généralissime des Armées Françaises, le 25 Mai 1940, « la doctrine militaire qu'il fallait » pour résister aux stratèges de l'armée allemande.

On s'en doutait bien un peu, au moment où ces paroles étaient prononcées. Mais, dans ce cas, mon Général, à qui la faute... A l'École de Guerre que vous avez dirigée avec autorité pendant plusieurs années, ou au simple « pékin » qui avait en votre « clairvoyance », prouvé à tout instant par une bonne moitié de la presse, une foi totale ? — A qui la faute... Au Conseil Supérieur de la Guerre que vous avez présidé en second pendant quatre années au titre de Chef d'Etat-Major Général, ou bien au simple « troufion » qui, lui, ne savait pas, ne pouvait pas savoir ce qui se passait « de l'autre côté » ?

Et voilà ce que l'ancien chef d'état-major disait textuellement au début de juillet 1939, au Concours Hippique de Lille, six semaines à peine avant l'ouverture des hostilités :

« Je crois que l'Armée Française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de qualité, ses formations sont prêtes à l'ordre, un moral excellent et un haut Commandement remarquable. Personne chez nous ne désire la guerre. Mais j'affirme que si l'on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons ! »

Pourquoi donc, en juillet 1939, notre haut commandement était-il si remarquable, puisque le 25 mai 1940, le même haut commandement, de l'aveu même de celui qui en prononçait l'éloge, ne possédait ni le matériel, ni la doctrine militaire qu'il fallait pour assurer la victoire ?

Si quelqu'un devait être au courant de la valeur de l'Armée, de son matériel, de ses chefs, c'est tout de même celui qui en avait eu peu d'années auparavant le commandement suprême, et qui gardait toujours un siège au Conseil Supérieur de la Défense Nationale.

Où alors, on ne comprend plus... Le Général Weygand s'est donc trompé en juillet 1939, lorsqu'il s'efforçait, par ses déclarations, de rassurer le public de France quant aux chances de vaincre de notre pays en cas de conflit armé ; et dans ce cas, il était mal venu, dix mois plus tard à parler « d'immense erreur » à propos de notre entrée en guerre ; ou il s'est trompé le 25 mai 1940 quant aux causes de notre défaite...

Les gens les moins sensibles ont déjà compris quand notre ancien généralissime s'était trompé.

« Quand », c'est la première des deux dates ; lorsqu'il était plein de confiance dans les méthodes de combat enseignées par l'École de Guerre, et dans la supériorité du matériel de notre armée, qui, jointe à l'excellence du commandement de cette dernière, devait infailliblement nous assurer la Victoire.

Seulement, on se demande jusqu'à quel point il est permis à un homme ayant assumé de telles responsabilités de se tromper comme hélas ! il l'a fait...

A NE PAS OUBLIER

« Le pays doit savoir qu'il a été vaincu. J'ai passé trois mois à le dire autour de moi. Trois deux ans je me le répète à moi-même tous les matins. »

Maréchal PÉTAIN
Juin 1942.

Une « bonne fille »... par comparaison

La démocratie que nous avons connue avait des défauts, beaucoup de défauts.

Reconnaissons même qu'elle pouvait même être affligée de quelques vices.

Défauts et vices additionnés en faisaient un régime assez éloigné de la perfection pour que ses propres partisans fussent pénètres de la nécessité urgente de l'améliorer.

De l'autre côté de la barricade, chez les anti-démocrates des partis de l'ancienne droite, on ne se faisait pas faute, en contrariant la « Démocrasouille » de sarcasmes et d'orduriers injures — souvent en la personne des plus honnêtes serviteurs du régime, de proclamer que de telles imperfections étaient inhérentes au principe même de ce dernier.

Mettons les choses au pis

A supposer que tout fût juste et vrai dans les sarcasmes et injures qui remplassent volontiers les critiques que chacun dans un pays libre, est en droit de formuler contre tout état de choses incompatible avec le minimum d'harmonie souhaitable dans les relations entre individus d'une même communauté, il n'en reste pas moins ceci :

La dame au bonnet phrygien était peut-être une « belle garce » ; mais comme beaucoup de gourmandines, c'était néanmoins une « bonne fille ».

On n'imagine pas, en effet, un particulier, chef d'industrie, ou maître de maison, se laissant vilipender par d'autres particuliers, voire par des gens à son service, comme la III^e République le laissait faire avec une longanimité jamais égarée.

Qu'un mécano, qu'un gars du bâtiment, qu'un médecin, qu'un notaire, qu'un prêtre, qu'un châtelain eussent passé leur temps à vituperer non seulement les hommes au pouvoir mais la forme même du gouvernement, rien de plus admissible sous un régime de liberté totale de pensée et d'expression.

Tout de même...

Mais que des officiers, fonctionnaires et salariés de l'Etat de toutes catégories, missent, comme c'était souvent le cas, une constante coquetterie à cracher sur la démocratie, le régime parlementaire et la République ; que l'attitude de ces hommes, qui devaient leur situation ou leur entrée en scène mensuelle aux cotés ou aux côtés de nos dirigeants, fut l'objet d'un tel mépris et de provocation à l'égard de ces derniers, sans que cela les empêchât d'accéder aux échelons supérieurs de la hiérarchie militaire ou civile, voilà qui en dit suffisamment sur une indulgence dont on chercherait bien en vain l'équivalent ailleurs.

Parbleu ! nous savons bien que la plupart d'entre eux usaient, pour justifier leur attitude, du plus spécieux des arguments qu'ait jamais enfanté la logique maurassienne : — Ils étaient les serviteurs de la France, et non ceux de la République, et c'est pourquoi ils opposaient à pleine bouche le pays « légal » au pays « réel »...

Voire !... Le régime légal avait été plébiscité plus de vingt fois en 65 ans par une majorité de citoyens dont la réalité n'est pas contestable, et par conséquent tout essai de distinction entre l'un et l'autre passe les bornes de l'outrecuidance.

En admettant que ce distinguo eût une ombre de bien-fondé — ce qui n'est concevable que dans une dictature basée sur la force brutale, — il n'en resterait d'ailleurs pas moins vrai que le « pays légal » se montrait bon prince à l'égard de ses contempteurs, au point de ne tenir nul compte de leurs opinions, dès lors qu'il s'agissait d'en faire des généraux, des amiraux, des professeurs de Faculté, des « grands commis », des diplomates...

Des exemples

Les tendances fascistes — réelles ou supposées — du général Weygand fai-

saient que les autoritaires de chez nous se démenaient ferme pour qu'il acceptât le rôle « sauveur de la France » en cas de coup de force couronné de succès.

Cela ne l'empêcha pas de devenir généralissime des armées françaises et de conserver ce poste suprême jusqu'à l'âge de la retraite.

Le carré des officiers supérieurs, dans toute unité de notre flotte, fourmillait de nobles — ou de roturiers frottés d'aristocratie — qui eussent considéré comme un scandale le fait de déployer dans leur cercle un journal autre que l'*Action Française*, *Candida*, *Je suis Partout* ou *Gringotte*, lesquels étaient également à peu près les seuls organes qui eussent accès dans les salons de nos ambassades à l'étranger.

Conçoit-on, par contre, le régime mussolinien et le régime hitlérien adoptant à tour de bras comme serviteurs des ennemis du grand Patron, et qui mieux est, ne faisant à-peu-près aucune distinction entre les partisans et les opposants lorsqu'il s'agissait pour eux d'avancements ou d'honneurs ?

Chez les autres

Impossible. Ces régimes ne supportent ni l'opposition ni même la moindre critique à l'égard des hommes au pouvoir et des institutions.

« Mussolini ne peut se tromper », lisait-on le long des autostrades de la Péninsule.

A ceux qui avaient l'insigne impudence de penser qu'un tel privilège ne pouvait être conféré à une créature de chair et d'os, restait la ressource de se mettre un bœuf sur la langue, s'ils n'étaient suffisamment dégoûtés de la liberté de circuler pour lui préférer le séjour enchanteur de certain baigne des îles Lipari...

Hitler, lui, n'a jamais professé qu'il fût infaillible et n'a jamais exigé qu'on le crût tel. Mais cela ne l'a pas empêché d'écrire ceci :

« Encore une fois, la vérité n'est pas une vertu que le grand chef doit respecter. Le conducteur d'hommes prédestiné doit être capable d'enoncer des mensonges énormes. Il vaut mieux tenir à un argument que l'on sait être faux que de provoquer une discussion pour tenter de l'amender. »

Quant à la manière de faire passer dans le esprit des masses les mensonges les plus énormes, il n'en avait qu'une aux yeux du grand Maître de l'Allemagne : la terreur.

« La terreur », assure-t-il dans *MEIN KAMPF* « (...) se montre toujours féconde en résultats. Lorsque deux conceptions entrent en conflit, c'est la force, qui appliquée avec une cruauté suffisante et avec tenacité, décide de l'issue du conflit. »

Nous ne connaissons pas notre bonheur

C'est on ne peut plus clair. Et si M. Hitler s'était contenté d'écrire cela, le monde ne s'en porterait guère plus mal. Mais il a fait mieux (ou pis) que de l'écrire ; il a mis en pratique le précepte énoncé plus haut, en instituant à l'usage de ses détracteurs, et de tous individus supposés tièdes à l'égard des doctrines nationales-socialistes, des camps de concentration dont le confort et la discipline feraient, par comparaison, du séjour à vie dans les cellules réservées aux condamnés politiques de la Santé une manière de paradis anticipé.

Et lorsqu'on songe au mépris effroyable professé pour la personne humaine et la liberté individuelle par les régimes de dictature que le monde aura connus en ce siècle, on ne peut faire autrement que de se dire qu'après tout, défunte Marianne, avec tous ses défauts et ses vices, n'était pas encore une si mauvaise fille...

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille songer à la ressusciter telle que nous l'avons connue...

Dédié à ceux...

Qui ont cru en Pétain-Laval

« Si je fais la guerre, Foerster, j'introduirai peut-être en pleine paix, des troupes dans Paris. Elles porteront des uniformes français (...) Mais je serai depuis longtemps en relation avec des hommes qui formeront un nouveau gouvernement, un gouvernement à ma convenance. De tels hommes nous en trouverons partout. Nous n'aurons même pas besoin de les acheter. Ils viendront nous trouver eux-mêmes, poussés par l'ambition, par l'aveuglement, par la discorde partisane et par l'orgueil. »

Hitler m'a dit, p. 23.

Qui ont cru en la Collaboration

« L'Allemagne, telle qu'elle est aujourd'hui n'a aucune unité biologique. L'Allemagne ne sera véritablement l'Allemagne que lorsqu'elle sera l'Europe. Tant que nous ne dominerons pas l'Europe nous ne ferons que végéter. L'Allemagne c'est l'Europe (...) Mais il nous faut l'Europe avec ses colonies. Notre espace complet à nous c'est l'Europe. Celui qui la conquerra imprimera son empreinte au siècle à venir. Nous sommes désignés pour cette tâche. »

Hitler m'a dit, p. 43.

A propos de notre défaite militaire de Juin 1940

Les militaires eux-mêmes, et souvent plus encore leurs « supporters » civils désireux de charger les seuls politiciens de toutes les responsabilités de notre désastre de mai-juin 1940, assurent sans relâche que si nous avons perdu la bataille de France c'est uniquement parce que nous n'étions pas suffisamment armés et que si nous ne possédions pas le matériel indispensable pour vaincre, ou tout au moins pour résister, c'est parce que les crédits nécessaires n'avaient pas été mis à la disposition de l'Etat-Major Général.

Il est bon qu'on sache la vérité à cet égard : jamais les crédits demandés par le haut commandement n'ont été refusés, pas plus par les Chambres que par leurs commissions parlementaires de l'Armée. Depuis 1936 ces crédits étaient même votés par les socialistes et les communistes qui, auparavant, les refusaient ou s'abstenaient de prendre part au vote. En eût-il d'ailleurs été autrement que cela n'eût rien changé la question, puisqu'il se serait toujours trouvé une majorité massive pour accorder les dits crédits...

Par conséquent, inutile d'essayer de faire de la « sale politique » le bouc émissaire d'une cause dont les fautes incombent pour la plupart à l'Armée elle-même.

Pour le prouver, nous ne pouvions mieux nous adresser qu'au témoignage d'un militaire, lui-même ennemi du parlementarisme, et dont l'avis est à cet égard d'autant plus précieux qu'il émane d'un homme du métier, peu suspect de tendresse pour les politiciens.

Les extraits qui suivent proviennent d'une brochure intitulée : *Les Causes Militaires de notre défaite*, due à la plume du Colonel ALERME (Agence Inter-France, Paris-VIII^e, 1941). Nous engageons chacun à les lire attentivement et à y réfléchir. En toute bonne foi, après en avoir pris connaissance, comme d'ailleurs après avoir lu la brochure elle-même, il n'est pas possible de rendre responsables de notre défaite militaire, d'autres que nos militaires eux-mêmes.

Les politiciens ont, par ailleurs, assez de péchés à se reprocher pour qu'on les décharge de ceux dont ils sont innocents.

Voici les extraits de l'ouvrage du Colonel Alerme, auxquels nous n'ajoutons que le minimum de commentaires, le texte original étant par lui-même suffisamment éloquent :

P. 14. « Les corps de troupes, les arsenaux, les magasins et les dépôts disposaient d'un armement dont le prix s'élevait à plus de quatre cents milliards de francs.

C'est donc, ferons-nous remarquer, que le « matériel » n'aurait pas dû faire tellement défaut. Quant à savoir si ce matériel était à la hauteur de sa tâche, c'est une autre affaire.

P. 20. « D'ailleurs, si le commandement français n'avait pas une foi absolue dans les possibilités de notre armée, il ne doutait pas de sa capacité de résistance (...) En tout cas, interrogé le 23 août 1939 par le Gouvernement, soucieux de dégager sa responsabilité devant l'Histoire, il a déclaré nos armées prêtes à entrer en campagne. Ni le chef de nos forces terrestres, ni celui de nos forces navales, ni même celui de nos forces aériennes n'a fait de réserves. »

Qu'on ne vienne donc pas nous raconter que la guerre a été engagée à la légère, sans consultation préalable des « spécialistes », par des *belletistes* qu'on a eu par la suite le triste courage de charger des responsabilités du conflit lui-même pour en dégager M. Hitler...

P. 21. « Il serait faux de croire qu'il (le Commandement français) ait mis sur un concours sérieux des troupes anglaises. Il n'a compté que sur nos soldats. S'il savait trop peu de choses sur l'armée allemande, il ignorait rien des insuffisances britanniques. »

On sait d'ailleurs que si le nombre des divisions britanniques en France n'était pas plus élevé, ce n'est nullement, comme l'a insinué depuis une ignoble propagande, parce que les Anglais entendaient se battre jusqu'au dernier Français ; mais parce que notre commandement estimait « que nous pouvions gagner la guerre tout seuls. »

P. 43. « Nous avons été battus parce que notre organisation militaire reposait sur une conception de la guerre et de ses moyens d'action dont les événements ont prouvé qu'elle était fautive. »

(à suivre)

CHRONIQUE MORLAISIENNE

Le Comité Local de la Libération

Nos concitoyens dont les noms suivent ont été désignés au cours d'une réunion tenue samedi matin, 12 août, pour faire partie du Comité Local de la Libération :

MM. MARTIN, quincailler, Président;
 MASSON, ancien député, ancien maire de Brest;
 Dr LE JANNE, chirurgien;
 GUÉZOU, pharmacien;
 HERRY, mécanicien;
 CAEROU, directeur de coopérative;
 LE FEUNTEUN, négociant en gros;
 LE GAC, rédacteur aux Chemins de Fer Economiques;
 LÉNAT, professeur au collège;
 BIDEAU, employé à la manufacture;
 GUIZIEN, négociant, capitaine de réserve;
 LAIR, représentant de commerce;
 CHATEAU, libraire;
 GEORGELIN, administrateur principal de la Marine;
 GOURVIL, journaliste;
 RIOU, rédacteur à la Manufacture des Tabacs.

Ces hommes, qui ont tous milité à quelque point de vue dans la Résistance — passive ou active — représentent également les différentes opinions et tendances politiques et religieuses.

Ils ont choisi parmi eux leurs camarades dont on trouvera les noms ci-après pour constituer la délégation municipale appelée à gérer les affaires de la cité en attendant une consultation populaire faite, dès que le permettront les circonstances, en vertu de la nouvelle constitution appelée à régir notre pays.

DÉLÉGATION MUNICIPALE

Président : M. MASSON.

Membres :

Dr LE JANNE.	LE FEUNTEUN.
GUÉZOU.	LE GAC.
HERRY.	LÉNAT.
CAEROU.	BIDEAU.

A l'Hôtel de Ville

Samedi 12 courant, vers 16 heures, les membres du Comité Local de la Libération et de la Délégation Municipale, groupés à la Permanence des F. F. I., Hôtel du Commerce, rue de Brest, se sont rendus en corps à l'Hôtel de Ville pour se présenter à la population Morlaisienne qui s'était massée en grand nombre Place Thiers.

Les honneurs étaient rendus par un piquet de soldats en armes des F. F. I., rangés en ordre devant la façade de la mairie.

Les nouveaux élus, accompagnés des membres du Comité, prirent place au balcon de la Mairie où trois allocutions furent prononcées : la première par M. Martin, la seconde par le Docteur Le Jeanne, la troisième par M. Masson, président de la Délégation.

Chacun des orateurs se réjouit de ce que la Ville de Morlaix eût été enfin délivrée de la botte des envahisseurs qui foulaient son sol depuis quatre interminables années.

M. Masson se fit applaudir à maintes reprises par toute l'assistance en exaltant les sentiments de ferme patriotisme qui avaient permis à l'immense majorité de nos concitoyens de « résister », pendant quatre mortelles années, aux tentatives faites par les occupants et leurs serviteurs de Vichy pour les amener à une collaboration active dont le résultat le plus clair eût été de nous enchaîner pour jamais au char du vainqueur. Il rendit un vibrant hommage à l'attitude prise, dès le début, par le Général de Gaulle et dont ce grand chef, en lequel se personnifiait l'âme et l'esprit de la France, ne s'est jamais départi.

Le nouvel administrateur de notre ville dit à l'auditoire que ses collaborateurs et lui-même n'avaient d'autre but, en prenant en mains les affaires de la cité, que d'assurer à tous « du travail et du pain », et de contribuer au prompt relèvement de la France.

De longues acclamations suivirent la fin de son discours.

Le soir même, une première réunion à laquelle assistaient les membres de la Délégation Municipale et ceux du Comité local de la Libération, se tint dans le cabinet du Maire, en présence de M. Leconte, nouveau Préfet du Finistère, et de M. Tanguy Prigent, délégué du Gouvernement Provisoire de la République.

Les questions urgentes du ravitaillement de la population en pain, en moyens de chauffage, en eau y furent immédiatement abordées, et les attributions réparties entre tous les participants.

Dès le lendemain de son entrée en fonctions, la délégation toute entière s'est mise au travail, et l'on peut dire que, depuis, elle siège presque en permanence. On peut donc augurer favorablement de son activité dans l'intérêt de la communauté, et il est à présumer que les résultats de cette activité apparaîtront bientôt.

Voici le texte de l'affiche qui a été apposée sur les murs de Morlaix après que notre nouvelle municipalité fut entrée en fonctions :

Chers Compatriotes,

Déchirant les ténèbres mortelles qui, depuis plus de quatre ans, étouffaient nos cœurs de Français, l'aube de la Victoire éclaire enfin notre ciel libéré. L'héroïsme des fils de la Bretagne, descendants de la Tour d'Auvergne, nobles enfants de la Patrie, a fait l'admiration de nos grands frères d'Amérique qui, bravant l'ennemi cruel et les dangers terribles, sont venus nous aider à reconquérir la Liberté.

Gloire à eux, gloire à vous, héros du maquis et de la Résistance ! Honneur à ceux qui sont tombés pour la Cause Sacrée ; honneur aux martyrs dont le sang a, sur le sol de la Patrie, fécondé l'arbre de la Liberté !

Compatriotes, nos amis, ne souillez pas la pureté de ces jours de gloire par des actes irréfléchis que votre conscience, un jour, vous reprocherait. Nous avons tous souffert de la veulerie, de la lâcheté, de la trahison même de mauvais Français, dont certains ne sont du reste plus dignes de ce nom. La Justice saura les découvrir et les punir selon les fautes qu'ils auront commises. Mais jusqu'à cette heure qui sonnera bientôt, restez calmes et dignes. La Justice ne se rend pas dans la rue, mais dans l'impartiale sérénité des prétoires ; personne n'a le droit de s'ériger en justicier, car souvent les apparences sont trompeuses et le véritable patriotisme ne saurait servir de drapeau à l'assouvissement de basses vengeances ou de sordides rancunes. Ceux qui s'y livreraient seraient, à leur tour, poursuivis.

Vous avez été dignes dans le malheur, restez-le dans cette heure triomphale. Si, dans vos cœurs, ne brillaient plus les vertus de la France, l'amour de la Liberté, le respect du droit, l'honneur de la Justice, nos grands amis ne nous reconnaîtraient plus.

H. MASSON,
 Président de la Commission spéciale.
 P. CAPIFALI, A. DRAMARD,
 Sous-Préfet Procureur de la République

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que par suite d'une décision du Commissariat Général pour la Bretagne, réglementant la publication des journaux, un seul hebdomadaire sera, jusqu'à nouvel ordre, autorisé à paraître dans le Finistère — en deux éditions.

En conséquence, le présent numéro de ce journal doit être considéré comme un numéro unique et sera remplacé, pour le Nord-Finistère, par un nouvel organe dont le Comité nous a fait l'honneur d'assurer l'impression. L. B.

Les morts de la "Résistance"

Albert LE DUC

Nous avons appris avec regret la mort devant l'ennemi de notre concitoyen Albert Le Duc, 27 ans, chef de groupe dans les forces de la Résistance, qui, participant à l'affaire qui se déroula le 7 août entre Lanmeur et le Boiséon, fut touché par un éclat de grenade et décéda des suites de ses blessures.

Engagé en février de cette année dans le groupe Vivier, commandé par le Lieutenant Cosquer, Le Duc demanda à partir pour le Maquis quelques jours avant l'arrivée des troupes de libération. Volontaire pour toutes les missions dangereuses, il faisait partie d'une colonne commandée par l'adjudant Sparfel qui, se portant à la rencontre de l'ennemi signalé dans les environs de la ville de Lanmeur, entra en contact avec une formation allemande de 60 hommes, et n'hésita pas à engager le combat malgré son infériorité numérique.

Les 17 hommes des forces de la Résistance eurent à leur actif 6 tués allemands sûrs, et au moins 6 blessés. De leur côté, ils eurent à déplorer la mort d'Albert Le Duc qui fut inhumé à Morlaix, samedi 12 août, en présence d'une foule considérable de camarades, d'amis et de personnalités.

Il laisse une veuve et deux enfants auxquels nous présentons l'expression de nos plus vives condoléances.

Paul LE GAC

Ces jours derniers on a découvert au voisinage de Boiséon, en Lanmeur, le corps de notre jeune concitoyen Paul Le Gac, âgé de 20 ans, fils de M. Le Gac, Membre de la Délégation Spéciale.

Paul Le Gac, qui faisait partie de la Résistance, avait été chargé d'une importante mission dans le secteur de Lanmeur au début de juillet dernier et fut arrêté au cours de son déplacement. Depuis on n'en avait plus de nouvelles.

C'est par hasard qu'un ouvrier, travaillant sur les terres de Boiséon, découvrit le cadavre de notre jeune concitoyen, à demi enterré dans la glaise, la nuque percée de deux balles. Un jugement sommaire avait dû le condamner à mort et la sentence eût été exécutée immédiatement.

Les obsèques de ce jeune héros de la guerre du Maquis ont été célébrées hier, jeudi après-midi, à Saint-Martin, au milieu d'une énorme affluence que l'on peut évaluer à plusieurs milliers de personnes.

A M. et Mme Le Gac, dont le décédé était l'unique enfant, nous adressons dans le deuil si cruel qui les frappe, l'expression de notre plus vive sympathie.

Les Martyrs de Plougasnou

Quatre jeunes gens de la Commune de Plougasnou sont morts au début de juillet victimes des abominables procédés de la « justice » hitlérienne et de la collaboration apportée à celle-ci par un traître de chez nous.

Ce sont : Yves Jégaden, 26 ans, et sa sœur, Yvonne, 20 ans, du Mesgonez ; Isidore Masson, vendeur au « Progrès », habitant Coatserho, et Charles Bescond, du bourg de Plougasnou.

Arrêtés le 1^{er} juillet, sur dénonciation du nommé Botros, de Lanmeur, engagé dans les Waffen S. S., les jeunes gens ont été torturés sous les yeux de leur compagnon d'infortune, fiancée de l'un d'eux. Après quatre jours de souffrances indicibles, tous les quatre devaient être fusillés à Rufellie où leurs cadavres ont été découverts après les départs de leurs bourreaux.

Nous espérons qu'ils seront vengés, et assurons leurs familles de toute notre affliction.

Gouvernement Provisoire de la République Française

COMMANDANT SUPÉRIEUR
 DES FORCES FRANÇAISES

Direction de la Gendarmerie

RECENSEMENT des Officiers et S/Officiers

Suivant les instructions du Commandant Supérieur, il y a lieu de rechercher, pour les signaler au service de recrutement et de Mobilisation de chaque Région, les Officiers et Sous-Officiers d'active et de réserve.

En conséquence, les Cds de Légion voudront bien donner les ordres nécessaires pour que le recensement soit réalisé sans délai.

Les listes sont établies sous la forme d'états du Mle joint, distincts pour les Officiers et Sous-Officiers et pour l'active et la réserve.

Au fur et à mesure du mouvement des populations, des listes supplémentaires seront adressées par les Commandants de brigade pour signaler ceux des Officiers et Sous-Officiers qui n'auraient pas encore été recensés.

Le Lt-Colonel GIRARD.

Appel à la Population

MORLAISIENS !

BREST vient d'être évacué, nos malheureux compatriotes sont dans un état lamentable, nous faisons appel à votre bon cœur et à votre esprit d'humanité pour les aider dans la mesure de vos moyens.

Les personnes pouvant héberger temporairement nos amis brestoïses sont priées de venir s'inscrire à la Mairie d'urgence.

Aidez nos réfugiés.

Habitants de MORLAIX, nous comptons sur vous, vous remplirez votre devoir de solidarité humaine. D'avance, merci pour eux.

Le Maire : H. MASSON.

AVIS & COMMUNIQUÉS

Couvre-Feu

1. Jusqu'à nouvel ordre, personne n'aura le droit de circuler dans les rues ou de quitter son domicile, dans les limites de la ville de Morlaix, entre 23 heures et 6 heures du matin, sans autorisation spéciale signée des autorités compétentes.

2. Toute personne se trouvant dans la rue entre les heures ci-dessus indiquées sera passible de punition conformément au jugement d'un tribunal.

Recet d'objets de provenance allemande

Le Maire de Morlaix avise les personnes — dont la plupart sont connues — qui ont caché ou emporté des objets ayant été détenus par les troupes d'occupation qu'elles auront à en faire la déclaration au Service de Récupération, 75, rue Angede-Guernisac, et ce, sous peine de sanctions très graves.

Il informe également les détenteurs de meubles, d'objets de literie, de vêtements, de denrées, etc., abandonnés par l'ennemi (ou même donnés ou vendus par celui-ci) qu'ils auront à faire la même déclaration au service désigné plus haut.

Commerce avec les soldats alliés

Le Maire de Morlaix est informé que certains individus peu scrupuleux vendent leurs produits à des prix scandaleusement exagérés à nos libérateurs américains. Il avise ces personnes, et celles qui seraient tentées de les imiter, que tout délit de cette nature sera impitoyablement réprimé. Il est persuadé que les commerçants honnêtes et la population en général lui prêteront leur concours pour mettre fin à ces actes coupables qui, s'ils se reproduisaient, nuiraient à la bonne réputation de notre cité.

Avis à la population

Le Commandant des Forces Américaines prie la population de vouloir bien s'abstenir d'offrir des consommations aux militaires.

Il est interdit de détruire les barrages placés sur les routes, ceux-ci pouvant servir aux opérations en cours.

Les derniers jours de l'Occupation allemande à Morlaix

On peut considérer comme « derniers jours » de l'occupation allemande dans notre ville la courte période qui va du jeudi 4 à la nuit du lundi 8 au mardi 9 août.

Ces jours-là ont vu en effet se dérouler les événements qui sortaient du cadre habituel de l'occupation pure et simple. Car si, à vrai dire, on avait déjà constaté depuis le lendemain du débarquement en Normandie les signes précurseurs d'un abandon de notre cité par ses hôtes indésirables : repli de certaines unités vers d'autres points, destruction d'installations et de matériel, etc., c'est seulement entre le 4 et le 8 août qu'on eut l'impression nette de la fin d'un état de choses durant depuis quatre années passées.

La coupure du courant électrique empêchait les nombreuses personnes qui avaient conservé chez elles un poste de radio de suivre depuis quelque temps les informations données par Londres relativement à la marche de l'offensive anglo-américaine de Normandie. Les quotidiens, *Bretagne* et *Dépêche*, grâce auxquels on pouvait déceler une situation de plus en plus défavorable à l'ennemi dans ses propres communiqués, avaient cessé de paraître une huitaine de jours auparavant.

Heureusement, quelques particuliers disposaient de postes à accumulateurs et, grâce à eux, des bribes de nouvelles parvenaient chaque matin à nos concitoyens. Malheureusement, déformées ou grossies en passant de bouche en bouche, elles prenaient parfois les allures de « bobards » auxquels on ne demandait pas mieux que de croire, mais dont les plus prudents attendaient la confirmation avant de les répéter.

L'essentiel, néanmoins, est qu'on sût que les blindés américains étaient entrés en Bretagne et qu'ils semblaient vouloir se diriger vers l'ouest.

Qu'allaient faire, dans ces conditions, les troupes ennemies dissimulées dans toute cette partie du pays et cantonnées dans nos villes et nos villages ? — Tenter d'éviter l'encercllement complet en fuyant à toute vitesse par les routes du sud pour arriver entre Rennes et Nantes avant que les forces d'invasion leur eussent coupé la retraite, ou bien accepter le combat en organisant des points de résistance retardant la marche vers Brest et Lorient et permettant peut-être d'attendre une délivrance venue de l'Est ?

Dès le jeudi 4, on eut bien l'impression que c'est la première de ces solu-

tions qu'avait envisagé le commandement allemand.

On assista alors à un déménagement précipité de tout ce qui pouvait être emporté, dans les immeubles occupés par l'*Aussenstelle* et le *Standorttafelste*, rue de Brest ; par la *Kriegsmarine*, quai de Tréguier ; par la *Feldgendarmerie*, quai de Léon ; par le *Soldatenheim*, à l'Hôtel d'Europe, cependant que des incendies provoqués éclataient d'une heure à l'autre dans les dépôts de matériel de la *Wehrmacht* et de la *Luftwaffe*, aux chantiers Cam, route de Callac ; Quennec et Guillou, voie d'Accès au Port ; Monnier, à Traon-ar-Yehin ; de la Coopérative Agricole, à la Barrière de Brest ; sur le Champ de Foire de Saint-Nicolas, etc. . .

C'était la preuve visible que l'ennemi n'avait pas le moindre désir de se retrancher.

Par ailleurs, des explosions ébranlaient, jeudi soir, le quartier du Bassin, où l'on savait depuis longtemps que des fourneaux de mines avaient été pratiqués dans le muisoir du bassin à flot, de manière à détruire les portes du sas. Auparavant, les quelques chalutiers armés que la *Kriegsmarine* avait conservés dans le port avaient quitté celui-ci et canonné, en descendant le chenal, le grand gazomètre récemment construit sur la falaise qui surplombe la centrale électrique de la Compagnie Lebon. L'une des péniches de carburants, amarrée depuis le début de l'occupation devant l'amorce de la route de Saint-Germain, avait été sortie du port et échouée en plein chenal, entre les écluses et le pont de Lannuguy.

Ces explosions eurent pour résultat de rendre inutilisable le système d'écluses de notre port qui, d'ici quelque

temps, restera, comme il le fut jusque vers 1850, un port à marée.

Pendant que l'on déménageait fiévreusement les locaux occupés par les services cités plus haut, ou que l'on procédait aux destructions de matériel encombrant, des mouvements de troupes s'effectuaient dans plusieurs sens : des files de charrettes et véhicules automobiles de toutes sortes, des convois de camions et voitures à moteur de tout gabarit prenaient les directions de Guingamp et de Carhaix.

Ah certes ! ce n'était plus là le brillant défilé de troupes d'élite motorisées auquel nous avions assisté, muets de saisissement, en juin 1940, mais plutôt une sorte d'exode pour lequel on avait dû utiliser tout ce que l'industrie humaine avait laissé, en fait de moyens de locomotion, à portée des mains crochues d'un ennemi aux abois.

Des bicyclettes volées ou arrachées des mains de leurs propriétaires (femmes comme hommes), des voitures de tourisme oubliées jusque là par la réquisition, des guimbarres ballantes baptisées du nom de camionnettes... en un mot tout ce qui était apte à rouler tant bien que mal pendant un nombre indéterminé de kilomètres, participaient à cette tentative d'échappée au ralenti — laquelle ne pouvait même pas prendre le caractère d'une ruée vers l'est, c'est-à-dire vers la Loire, la Seine, puis la fameuse « ligne bleue des Vosges ».

Dans la matinée du vendredi, surprise : un mouvement en sens inverse se manifestait. Tout le matériel roulant et les troupes portées repassaient par notre ville en direction de Brest, de Plouvoign et de Saint-Brieuc, semblait-il. Aussitôt des bruits de courir : les

Américains étaient à Saint-Brieuc, à Pontivy, à Guingamp même ; et la route étant coupée entre Rennes et Nantes, les convois ennemis avaient dû rebrousser chemin pour essayer une évacuation par mer à Brest...

Quoi qu'il en soit, on sentait la pagaye, le désarroi. Certaines voitures, après avoir emprunté la rue Gambetta, la redescendaient tôt après, ou réapparaissaient au bout d'une heure, en provenance de Saint-Pol, eut-on dit.

On y remarquait des officiers du plus pur type « junker », serrés contre leurs « poules » qui roulaient des yeux effarés, semblant pressentir le proche châtimement réservé aux petites alliées de ces Messieurs ; des grands chefs qui avaient sans doute tout prévu dans le déroulement du *Kriespiel*, excepté un « repli stratégique » de cette sorte ; de pauvres bougres, noirs de poussière, que rien n'étonnait plus, à force d'avoir promené leur carcasse sous toutes les latitudes et les longitudes d'une Europe réduite en esclavage et soumise à la terreur...

Et, cependant, voilà que circulaient certaines rumeurs : La *Feldgendarmerie* et l'*Aussenstelle* se réinstallaient dans leurs anciens locaux. Le *Feldwebel Keller*, vieille figure de Boche bien connue des Morlaisiens, et qui, depuis le départ du capitaine Klein, régénait notre ville, était revenu de façon inopinée ; il avait rendu visite au Commissaire du Police et lui avait annoncé son intention de reprendre toutes ses attributions.

— « Les Américains qui se trouvent en Bretagne », annonçait-il, « sont tous encerclés et coupés de leurs bases ; les troupes allemandes contre-attaquent en Normandie et en Pologne, nous regagnons du terrain partout et sommes toujours maîtres de la situation... Par conséquent, je reste ! ».

La joie ressentie par nos concitoyens devant le départ des occupants avait été de courte durée. Bien qu'on n'ajoutât aucune foi aux fanfaronnades de Keller, on craignait des complications du dernier moment qui auraient pu coûter cher à la ville.

Ne disait-on pas que cet homme, qui avait fait à son gré chez nous la pluie et le beau temps, furieux du meurtre commis quinze jours auparavant sur la personne d'une femme qui passait pour être sa maîtresse, aurait promis aux Morlaisiens une « surprise », avant de les quitter définitivement ?

(à suivre)

F. G.

□ La France de demain sera ce que l'auront faite ses enfants d'aujourd'hui.

□ C'est aujourd'hui même, que l'on commence sa reconstruction, par la préparation, in des futurs citoyens au rôle qui doit leur être dévolu.

□ Plus les bons citoyens seront nombreux dans cette France, plus elle sera grande et prospère.

□ La formation du futur citoyen doit débuter au sein de la famille et non à l'école.

□ En conséquence, les parents doivent inculquer à leurs enfants les notions d'un certain nombre de respects qui suffisent pour empêcher quiconque en est pénétré de nuire à sa famille, à lui-même, à ses semblables, à son pays, ou à tous à la fois.

□ Le bon citoyen est celui qui respecte les enfants, qui se respecte lui-même, qui respecte les autres, qui respecte la propriété collective comme la propriété individuelle, qui respecte les lois élaborées dans l'intérêt du bien public.

□ Les parents peuvent et doivent donc, avant l'école, en même temps que l'école, et même après l'école, exiger en toute circonstance de leurs enfants la pratique de ces différents respects.

□ Surveillant de près l'éducation de leurs enfants, ils ne doivent jamais fermer les yeux sur tel ou tel de leurs actes, telle ou telle de leurs attitudes qui seraient susceptibles de leur nuire, de nuire à leurs enfants eux-mêmes ou de nuire à la société.

L'entrée des troupes américaines à Morlaix

pour l'amour supérieur de la Patrie qui va quitter son deuil de quatre ans.

On applaudit des agents de la voirie qui apportent, par la rue d'Aiguillon, le faisceau de drapeaux qui doivent orner la façade de l'Hôtel de ville.

Les autorités se tiennent place Thiers. On remarque : MM. Capifali, sous-préfet ; le capitaine de corvette Georgelin ; le docteur Le Jeune ; Le Du, commissaire de police ; Salio, capitaine de gendarmerie ; les membres de la municipalité. Lorsque les drapeaux sont hissés, une immense *Marseillaise* jaillit de toutes les poitrines.

Puis une alerte secoue la foule. On a signalé un groupe d'allemands se repliant sur la ville. Par prudence, les habitants vident les rues, rentrent les pavois : on a encore présent au cœur le massacre de Saint-Pol-de-Léon. Des cadavres frais, mutilés, gisent sous une mince couche de terre dans la propriété de Kerdrel. Cependant, les résistants prennent position dans la tranchée ouverte, place de Viarmes, avançant rue de Paris, place du Pouliet, où des allemands tiraillent dans les arbres. La mousqueterie continue par intermittence.

Les cloches ont sonné la libération. Une longue clameur parcourt les rues frissonnantes. Les drapeaux ressortent. La population aue.

Cette fois, ce sont nos libérateurs. Ils arrivent, bruns de poussière, le fusil bas, répondant flegmatiquement aux acclamations de la foule. C'est un premier détachement. Il atteint le centre de la ville, couvert de fleurs... et de baisers. La croix-rouge les rafraîchit. Ils sourient, un peu surpris de tant d'exubérance.

Ensuite viennent des autos blindées... plus tard, les chars. Un matériel stupéfiant pour des français habitués au défilé des « moteurs à cotin » des « boches », ainsi que nous réapprennent à dire nos libérateurs en ajoutant à l'appellation traditionnelle un accent qui situe sentimentalement nos ex-occupants. Toute la soirée, déferlant sur Morlaix une marée de matériel aux vagues successives : autos, motos, chars, camions ornés de banderoles, de fanions tricolores, de fleurs et d'inscriptions trises aux passages précédents dans les centres déjà libérés.

— Ah ! cette belle France enthousiaste, nous dira, le soir, dans la salle de la

bibliothèque transformée en antichambre de traître, un « dramaturge » de New-York, dont les regards très bleus cherchent dans les rayons un... Racine !

Une réception pour l'état-major a lieu, en effet, dans le bureau du maire. Le docteur Le Janne, le grand maquisard, y a rejoint les officiers. Le soir, de 22 heures à minuit, le général américain s'entretiendra des premières mesures à prendre pour la sécurité et le bon ordre, avec les responsables.

Durant ce temps, le public inlassable acclame les soldats américains qui n'ont pas assez de mains pour saisir celles qui se tendent au passage. Les Morlaisiens, eux, n'ont pas assez de huées pour « bénir » les collaborateurs cueillis par les services de la sûreté ou des patriotes, ou pour saluer l'apparition des prisonniers, les mains sur la nuque, escortés des jeunes de la Résistance, armés jusqu'aux dents, et de soldats américains.

La ville n'a eu qu'un cœur passionné. Elle aura un beau sommeil tranquille, pour la première fois depuis tant de mois, à la fin d'un beau jour illuminé de soleil et de joie. Vive la France ! Vive la République ! Vive de Gaulle ! Vivent les Alliés ! ainsi fera clamer Jean Marin, deux jours plus tard, sous le balcon de l'« Europe ».